



DECISIONS

CONSEIL MUNICIPAL DU

21 DECEMBRE 2017

Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch
93134 Noisy-le-Sec Cedex
Tél. 01 49 42 66 00
Fax : 01 48 43 70 96

www.noisylesec.fr





Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch
93134 Noisy-le-Sec Cedex
Tél. 01 49 42 66 00
Fax : 01 48 43 70 96

www.noisylesec.fr





DM17_110	24/10/2017	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre la Compagnie l'étoffe des rêves pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM17_114	24/10/2017	Approbation de la convention de cession de droits d'exploitation passée entre le Petit Théâtre permanent et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM17_115	24/10/2017	Approbation de la convention de cession de droits de représentation passée entre la Compagnie de l'Empreinte et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM17_140	24/10/2017	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre TOHU BOHU et la ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM17_141	24/10/2017	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre l'Association Pulsation 93 et la Ville pour la médiathèque Roger Gouhier
DM17_142	24/10/2017	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre Dis-moi Koa ASBL et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM17_143	24/10/2017	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre les Productions du Diable Vert et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM17_144	13/10/2017	Approbation de la convention de partenariat passée entre la Radio Beur FM et la Ville de Noisy-le-Sec
DM17_145	30/10/2017	Approbation du contrat de prêt à hauteur de 8 136 788 euros financement pour le programme d'investissement 2017 et contracte entre la Caisse d'Épargne Ile-de-France et la Ville de Noisy-le-Sec.
DM17_146	30/10/2017	Approbation de la convention d'ouverture d'une ligne de trésorerie à hauteur de 5 000 000 euros entre ARKEA BANQUE et la Ville de Noisy-le-Sec (Exercice 2018)
DM17_147	19/10/2017	Demande de subvention annuelle de fonctionnement de 50.000€ auprès du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis en soutien à la conduite du projet artistique et culturel de la Galerie Centre d'Art Contemporain pour l'année 2018
DM17_148	19/10/2017	Demande de subvention de 3.800€ auprès du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis au titre du parcours « La Culture et l'Art au Collège » CAC, au Collège Jacques Prévert pour la Galerie Centre d'Art Contemporain pour l'année 2018
DM17_149	19/10/2017	Demande de subvention de 15.000€ auprès du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis en soutien à la conduite du projet artistique et culturel de la Galerie Centre d'Art Contemporain pour l'année 2018



DM17_150	18/10/2017	Approbation de la convention de présentation d'œuvre passée entre Samir RAMDANI et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : « Une Maison de Pierre Dans Une Métropole Utilisant Tout Type D'Eclairage Habitée par Ceux Qui Invitent Les Autres »)
DM17_151	18/10/2017	Approbation de la convention de présentation d'œuvre passée entre SEBASTIEN REMY et la ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : « Une Maison de Pierre Dans Une Métropole Utilisant Tout Type D'Eclairage Habitée par Ceux Qui Invitent Les Autres »)
DM17_152	28/09/2017	Contrat conclu après mise en concurrence Prestations de services pour une assistance conseil budgétaire - Approbation du contrat signé avec la société Kalyps
DM17_153	24/10/2017	Organisation des séjours de vacances 2017 à destination des enfants de 4 à 12 ans - Lot 3 : Approbation de l'avenant n° 1 au contrat signé avec l'association Pep Découvertes
DM17_154	06/11/2017	Procédure adaptée N° 2017/4627 - Relance- Prestations de services de médecine professionnelle et préventive pour le personnel de la ville de Noisy-le-Sec et de ses établissements satellites - Approbation du contrat avec l'association Amet
DM17_157	09/11/2017	Approbation du contrat de cession des droits d'exploitation passé entre L'Union Nationale des Jeunesses Musicales de France et la Ville de Noisy-le-Sec (CARAVELLE)
DM17_158	09/11/2017	Approbation du contrat de cession des droits d'exploitation passé entre L'Union Nationale des Jeunesses Musicales de France et la Ville de Noisy-le-Sec (1 AIR 2 VIOLONS)
DM17_159	27/10/2017	Approbation de la convention de présentation d'œuvre passée entre Jennifer DOUZENEL et la ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (exposition : " une maison de pierre dans une métropole utilisant tout type d'éclairage habitée par ceux qui invitent les autres")
DM17_160	26/10/2017	Approbation de la convention de présentation d'œuvre passée entre Laura PORTER et Valentin LEWANDOWSKI et la ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (exposition : "une maison de pierre dans une métropole utilisant tout type d'éclairage habitée par ceux qui invitent les autres")
DM17_161	31/10/2017	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Janine HALKA et la ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain dans le cadre du projet " La Presse "
DM17_162	31/10/2017	Approbation de la convention de production d'œuvre passée entre Hélène DELEAN et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Convention Culture et Société)
DM17_163	31/10/2017	Approbation de l'avenant à la convention d'accueil en résidence d'artiste-auteur dans le cadre de la résidence d'artiste étranger passée entre Achim LENGERER et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Tes Mains Dans Mes Chaussures")
DM17_165	21/11/2017	Achat d'un véhicule Peugeot 208



DM17_166	21/11/2017	Achat de 4 véhicules Renault ZOE
DM17_167	22/11/2017	Exercice du droit de préemption urbain sur un bâtiment à usage d'habitation sis au 39 rue Saint-Denis à Noisy-le-Sec
DM17_168	10/11/2017	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Justin E.H SMITH et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain dans le cadre du lancement de l'édition monographique en ligne de l'artiste Emmanuelle Lainé
DM17_169	06/11/2017	Approbation de la convention de présentation d'œuvre passée entre Jimena MENDOZA et la ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (exposition : « une maison de pierre dans une métropole utilisant tout type d'éclairage habitée par ceux qui invitent les autres »).
DM17_171	20/11/2017	Approbation de l'avenant à la convention de cession de droits d'auteur passée entre Sébastien PLUOT et la ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "A House Of Stone")
DM17_172	20/11/2017	Approbation de la convention de production d'œuvres passée entre Jean Charles de QUILLACQ et la ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain, dans le cadre de l'exposition en duo "La langue dans ma bouche (titre en cours)"

Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch
93134 Noisy-le-Sec Cedex
Tél. 01 49 42 66 00
Fax : 01 48 43 70 96

www.noisylesec.fr



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 27/11/2017

Reçu en préfecture le 27/11/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171024-DM17_110V-CC

N° DM 17 110

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE L'ETOFFE DES REVES ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation de spectacles de la Compagnie l'Etoffe des Rêves

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec la Compagnie l'Etoffe des Rêves, domiciliée 3 rue Jules Simon – 35000 Rennes, et représentée par Hélène Bourgeard

Article 2 : Précise que la convention est passée pour les représentations du 6 décembre 2017, 13 janvier, 14 février, 7 mars et 16 mai 2018, et prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 2900 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 24 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 27/11/2017

Reçu en préfecture le 27/11/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171024-DM17_110V-CC

N° DM 17-114

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE LE PETIT THEATRE PERMANENT ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle du Petit Théâtre Permanent

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec le Petit Théâtre Permanent, domicilié 23 rue Saint-Amand – 75015 Paris, représenté par Mademoiselle Estève Marie

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 18 novembre 2017, et prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 950 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 24 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 27/11/2017
Reçu en préfecture le 27/11/2017 N° DM17-142
Affiché le
ID : 093-219300530-20171024-DM17_110V-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE DIS-MOI KOA ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation de spectacles de Dis-moi Koa

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec Dis-moi Koa, domicilié 26 allée de la Paroisse - 6930 Bouillon – Belgique, représenté par Julien Staudt

Article 2 : Précise que la convention est passée pour les représentations du 11 et 21 octobre 2017, et prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 1170 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-lè-Sec, Le 24 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 27/11/2017

Reçu en préfecture le 27/11/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171024-DM17_110V-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE LA COMPAGNIE DE L'EMPREINTE ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de la Compagnie de l'Empreinte

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec la Compagnie de l'Empreinte, domiciliée 1 lotissement Maurice Fabre – 34560 Poussant, représentée par Nathalie Desbrrueres

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 2 décembre 2017, et prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 1000 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie

Fait à Noisy-le-Sec, Le 24 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE PULSATION 93 ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de Pulsation 93

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec Pulsation 93, domicilié 11 rue Frepillon – 93130 Noisy-le-Sec, représenté par Philippe Malthet

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 18 novembre 2017, et prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 900 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 24 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 27/11/2017

Reçu en préfecture le 27/11/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171024-DM17_110V-CC

N° DM 17-140

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE TOHU BOHU ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de Tohu Bohu

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec Tohu Bohu, domicilié Espace Jean Monnet – 8 place de l'Europe -14200 Herouville-St-Clair, représenté par Karim Hassani

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 16 décembre 2017, et prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 490 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 24 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 27/11/2017

Reçu en préfecture le 27/11/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171024-DM17_114VV-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE LE PETIT THEATRE PERMANENT ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle du Petit Théâtre Permanent

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec le Petit Théâtre Permanent, domicilié 23 rue Saint-Amand – 75015 Paris, représenté par Mademoiselle Estève Marie

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 18 novembre 2017, et prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 950 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 24 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 27/11/2017

Reçu en préfecture le 27/11/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171024-DM17_115V-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE LA COMPAGNIE DE L'EMPREINTE ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de la Compagnie de l'Empreinte

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec la Compagnie de l'Empreinte, domiciliée 1 lotissement Maurice Fabre – 34560 Poussant, représentée par Nathalie Desbrrueres

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 2 décembre 2017, et prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 1000 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie

Fait à Noisy-le-Sec, Le 24 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Envoyé en préfecture le 27/11/2017

Reçu en préfecture le 27/11/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171024-DM1^{n° 10} **DM17-140**

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE TOHU BOHU ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de Tohu Bohu

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec Tohu Bohu, domicilié Espace Jean Monnet – 8 place de l'Europe -14200 Herouville-St-Clair, représenté par Karim Hassani

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 16 décembre 2017, et prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 490 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 24 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Envoyé en préfecture le 27/11/2017

Reçu en préfecture le 27/11/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171024-DIN1701476-141

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE PULSATION 93 ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de Pulsation 93

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec Pulsation 93, domicilié 11 rue Frepillon – 93130 Noisy-le-Sec, représenté par Philippe Malthet

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 18 novembre 2017, et prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 900 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 24 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 27/11/2017

Reçu en préfecture le 27/11/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171024-DM17_142V-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE DIS-MOI KOA ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation de spectacles de Dis-moi Koa

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec Dis-moi Koa, domicilié 26 allée de la Paroisse - 6930 Bouillon – Belgique, représenté par Julien Staudt

Article 2 : Précise que la convention est passée pour les représentations du 11 et 21 octobre 2017, et prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 1170 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 24 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 27/11/2017
Reçu en préfecture le 27/11/2017
Affiché le **N° DM 17-143**
ID : 093-219300530-20171024-DM17_143V-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE LES PRODUCTIONS DU DIABLE VERT ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle des Productions du Diable Vert

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec Les Productions du Diable Vert, domicilié 213 Villeneuve Ouest – Montréal / Québec – H2T 2R8 - Canada

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 20 octobre 2017, et prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 720 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 24 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine


Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 25/10/2017 N° 17-144
Reçu en préfecture le 25/10/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171013-DM17_144-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT PASSEE ENTRE LA RADIO BEUR FM ET LA VILLE DE NOISY LE SEC

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil Municipal,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de partenariat de la Radio BEUR FM pour le Festival du Film Franco Arabe qui aura lieu du 24 novembre au 5 décembre 2017 au Trianon de Romainville.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de partenariat média exclusif avec la Radio BEUR FM – représentée par Nabil Bougouss, 2 rue du Nouveau Bercy – 94220 Charenton-le-Pont, pour un montant de 200 euros HT (deux cents euros Hors Taxes).

Article 2 : Précise que ce contrat est passé pour la période du Festival du Film Franco Arabe et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense, sur facture, au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée,

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 13 octobre 2017

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



 Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 31/10/2017

N° **DM17-145**

Reçu en préfecture le 31/10/2017

Affiché le

SLO

ID : 093-219300530-20171030-DM17_145-AR

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DU CONTRAT DE PRET A HAUTEUR DE 8 136 788 EUROS FINANCEMENT POUR LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT 2017 ET CONTRACTE ENTRE LA CAISSE D'EPARGNE ILE DE FRANCE ET LA VILLE DE NOISY LE SEC

Monsieur le Maire de Noisy-le-sec,

Vu les articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2017/06-1 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal

Vu la délibération du conseil municipal n° 2017/06-02 du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoirs au Maire de la ville de NOISY-LE-SEC, en vertu de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales de certaines attributions pour la durée de son mandat, et notamment la réalisation des emprunts prévus au budget et de gestion active de la dette.

Vu l'arrêté municipal n° 14-880 en date du 14 avril 2014 et notamment l'article 1^{er} et l'article 2, Monsieur Dref MENDACI en qualité d'Adjoint au Maire, reçoit délégation permanente de fonction, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, sur les secteurs des finances et du développement économique et l'autorise au titre de cette délégation à signer tous types d'actes relatifs aux secteurs des finances et du développement économique, qu'ils relèvent des compétences propres du Maire ; des décisions prises sur le fondement de l'article L.2122-22 3°, 7° et 21° du code général des collectivités territoriales ou d'une délibération exécutoire du Conseil Municipal.

Vu le budget primitif 2017 de la ville de Noisy-le-sec,

Vu la mise en concurrence effectuée auprès d'établissements bancaires,

Vu la proposition établie par la Caisse d'Epargne Ile de France

Le Maire de la ville de Noisy-le-Sec, après avoir pris connaissance en tous ses termes de l'offre de la Caisse D'Epargne Ile de France

DECIDE

Article 1^{er} :

De retenir la proposition de la Caisse d'Epargne Ile de France pour une convention de financement FLEXILIS d'un montant de 8 136 788 euros (huit millions cent trente six mille et sept cent quatre vingt huit euros) avec les caractéristiques suivantes :

- Phase de mobilisation (revolving)
Echéance au 31/12/2018
Index Euribor 3 mois + marge de 0.45 % Flooré à 0
facturation trimestrielle des intérêts
- Base de calcul des intérêts : Exact / 360 j

- Phase de consolidation

- **Durée : De 2 à 15 ans**
Taux Fixe : Taux du swap taux fixe emprunteur contre Euribor 6 mois + marge de 0.46 %
Taux révisable : Euribor 3, 6 ou 12 mois + marge de 0.43%
- **Durée : De 16 à 20 ans**
Taux Fixe : Taux du swap taux fixe emprunteur contre Euribor 6 mois + marge de 0.51 %
Taux révisable : Euribor 3, 6 ou 12 mois + marge de 0.50 %
- **Périodicité : annuelle, trimestrielle ou semestrielle**
- **Amortissement constant, progressif**
- **Commission de non utilisation : sans**
- **Frais de dossiers : 2 000 €**

Article 2 :

Donne pouvoir à Dref MENDACI en qualité d'Adjoint au Maire pour toutes signatures se rapportant à ce dossier, notamment le contrat de prêt, et pour procéder ultérieurement, sans autre délibération, à l'ensemble des opérations consécutives à l'exécution du Prêt.

Article 3 :

La présente décision ainsi que le contrat de prêt s'y référant seront transmis à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, à Monsieur le Trésorier et la Caisse d'Epargne Ile de France.

Fait à Noisy-le-Sec, le

30 OCT. 2017



P°/Monsieur le Maire, Laurent Rivoire
L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative
Vice-Président de l'Etablissement
Public Territorial « Est Ensemble »

Dref MENDACI

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 31/10/2017

Reçu en préfecture le 31/10/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171030-DM17_146-AR

N° **DM17-146**

SLO

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION D'OUVERTURE D'UNE LIGNE DE TRESORERIE A HAUTEUR DE 5 000 000 EUROS ENTRE ARKEA BANQUE ET LA VILLE DE NOISY LE SEC

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu les articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation au Maire par le conseil municipal en vertu de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales de certaines attributions pour la durée de son mandat, concernant notamment la réalisation des emprunts et de gestion active de la dette, et spécifiant les conditions d'habilitation du Conseil Municipal au Maire en matière d'opérations financières.

Vu l'arrêté municipal n° 14-880 en date du 14 avril 2014 et notamment l'article 1^{er} et l'article 2, Monsieur Dref MENDACI en qualité d'Adjoint au Maire, reçoit délégation permanente de fonction, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, sur les secteurs des finances et du développement économique et l'autorise au titre de cette délégation à signer tous types d'actes relatifs aux secteurs des finances et du développement économique, qu'ils relèvent des compétences propres du Maire ; des décisions prises sur le fondement de l'article L.2122-22 3°, 7° et 21 ° du code général des collectivités territoriales ou d'une délibération exécutoire du Conseil Municipal,

Considérant la nécessité de contracter une ligne de trésorerie pour parfaire à nos besoins de trésorerie,

Vu la mise en concurrence effectuée auprès d'établissements bancaires,

Vu la proposition établie par ARKEA BANQUE.

DECIDE

Article 1er :

La ville de Noisy le Sec décide de contracter auprès de ARKEA BANQUE une ouverture de ligne de crédit de trésorerie pour un montant de 5 000 000 € et dont les spécificités s'établissent comme suit :

- * Montant : 5 000 000 €
- * Durée : 1 an maximum (du 01/01/2018 au 31/12/2018)
- * Taux d'intérêt : Variable
- * Calcul des intérêts : Nbre J exact / 360
- * Marge uniquement payée : 0.40 %
- * Index : TI3M - Euribor 3 mois moyenne mensuelle
- * Paiement des intérêts : Trimestriel sans capitalisation des intérêts
- * Frais de dossier : Néant
- * Commission d'engagement : 0.05 % du montant, soit 2 500 €
- * Commission de mouvement : Néant
- * Commission de non-utilisation : Néant
- * Outils d'informations : Accès internet gratuit
- * Tirages : Montant minimum : 10 000 €
Vir, interbancaire en J avant 15 h // en J+1 après 16 h
J = 1 jour ouvré
- * Remboursements : Sans frais si confirmation en J par internet
Avant 11h30

Article 2 : autorise Monsieur le Maire à signer le contrat d'ouverture de crédit de trésorerie avec ARKEA BANQUE.

Article 3 : autorise Monsieur le Maire à procéder sans autre décision aux demandes de tirages des fonds et aux remboursements des sommes dues, dans les conditions prévues au contrat.

Article 4 : dit que les crédits seront inscrits au budget primitif 2018.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 6 : la présente décision ainsi que le contrat s'y afférent seront transmis à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, à Monsieur le Trésorier et ARKEA BANQUE.

Fait à Noisy-le-Sec, le

30 OCT. 2017



P/Monsieur le Maire, Laurent Bivotte
Adjoint délégué aux finances et à la vie associative
Vice-Président de l'Etablissement
Public Territorial « Est Ensemble »

Dref MENDACI

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 31/10/2017 N° 17 147
Reçu en préfecture le 31/10/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171019-DM17_147-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Demande de subvention annuelle de fonctionnement de 50.000€ auprès du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis en soutien à la conduite du projet artistique et culturel de la Galerie Centre d'Art Contemporain pour l'année 2018.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-880 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Dref MENDACI 5ème Adjoint au Maire, sur les secteurs des finances et de la vie associative.

Considérant que le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis soutient financièrement le projet artistique et culturel de la Galerie dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectif 2018-2021,

DECIDE

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de fonctionnement de 50.000 € auprès du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, en soutien à la conduite du projet artistique et culturel de la Galerie pour l'année 2018.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

Article 3 :

Dit que la recette correspondante sera inscrite au chapitre 74, article 7473, fonction 322 du budget de la ville.

Article 4 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 :

La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 19 octobre 2017

**P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 5ème adjoint au Maire
chargé des finances et de la vie associative**



Dref MENDACI

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 31/10/2017 N° 17-148
Reçu en préfecture le 31/10/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171019-DM17_148-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Demande de subvention de 3.800€ auprès du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis au titre du parcours « La Culture et l'Art au Collège » CAC, au Collège Jacques Prévert pour la Galerie Centre d'Art Contemporain pour l'année 2018.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-880 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Dref MENDACI 5ème Adjoint au Maire, sur les secteurs des finances et de la vie associative.

Considérant que la qualité et la pertinence des actions conduites par La Galerie, centre d'art contemporain, permettent un partenariat renouvelé entre la commune de Noisy-le-Sec et le Département de la Seine-Saint-Denis.

Considérant que le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis soutient financièrement le projet artistique et culturel de La Galerie dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectif 2018-2021,

DECIDE

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention de 3.800€ auprès du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, pour mener à bien le parcours « La Culture et l'Art au Collège » CAC, au collège Jacques Prévert à Noisy-le-Sec, pour l'année scolaire. 2017-2018.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

Article 3 :

Dit que la recette correspondante sera inscrite au chapitre 74, article 7473, fonction 322 du budget de la ville.

Article 4 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 :

La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 19 octobre 2017

**P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 5ème adjoint au Maire
chargé des finances et de la vie associative**




Dref MENDACI

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 31/10/2017 N° 17_149
Reçu en préfecture le 31/10/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171019-DM17_149-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Demande de subvention de 15.000€ auprès du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis en soutien à la conduite du projet artistique et culturel de la Galerie Centre d'Art Contemporain pour l'année 2018.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-880 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Dref MENDACI 5ème Adjoint au Maire, sur les secteurs des finances et de la vie associative.

Considérant que dans le cadre de sa mission d'aide à la création, La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec accueille en résidence un artiste plasticien dans le cadre d'une thématique spécifique et visant à accompagner la production d'un projet ou d'œuvres qui seront intégrées dans la programmation annuelle de la Galerie,

Considérant que le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis soutient financièrement le projet artistique et culturel de La Galerie Centre d'Art Contemporain dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectif 2018-2021,

DECIDE

Article 1 : Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de fonctionnement de 15.000€ auprès du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, en soutien à la conduite du projet artistique et culturel de La Galerie centre d'art contemporain pour l'année 2018.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

Article 3 : Dit que la recette correspondante sera inscrite au chapitre 74, article 7473, fonction 322 du budget de la ville.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 19 octobre 2017

**P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 5ème adjoint au Maire
chargé des finances et de la vie associative**



Dref MENDACI

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 02/11/2017 N° 17-150
Reçu en préfecture le 02/11/2017
Affiché le
ID : 093-219300530-20171018-DM17_150-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRESENTATION D'ŒUVRE PASSEE ENTRE SAMIR RAMDANI ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « UNE MAISON DE PIERRE DANS UNE METROPOLE UTILISANT TOUT TYPE D'ECLAIRAGE HABITEE PAR CEUX QUI INVITENT LES AUTRES »)

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de s'engager à diffuser une œuvre intitulée :

- **Styx, 2016,**
 - **Fiction, 23'**
- Vidéo HD couleur, son stéréo / Langue : mongol sous-titre français.**

L'œuvre devra être installée pour le 16 décembre 2017, dernier délai.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de présentation d'œuvre passée avec SAMIR RAMDANI, domicilié sise, 14, Passage de Flandre – 75019 Paris, relative à :

- Cession de droits d'auteur : 150 € TTC (Cent cinquante euros Toutes Taxes Comprises).

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 5 octobre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 18 octobre 2017

**P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine**




Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 02/11/2017 N° 17-151
Reçu en préfecture le 02/11/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171018-DM17_151-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRODUCTION ET PRESENTATION D'OEUVRE PASSEE ENTRE SEBASTIEN REMY ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « UNE MAISON DE PIERRE DANS UNE METROPOLE UTILISANT TOUT TYPE D'ECLAIRAGE HABITEE PAR CEUX QUI INVITENT LES AUTRES »)

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire

Considérant, la proposition de l'artiste de concevoir, réaliser et mettre en espace une œuvre intitulée :
- Well, you didn't change the world, did you ? No, but we changed our street. Depuis 2017, Ensemble d'impression sur vinyle, dans le cadre de l'exposition « Une maison de Pierre dans une métropole utilisant tout type d'éclairage habitée par ceux qui invitent les autres » à La Galerie, le 22 septembre 2017.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de production et présentation d'œuvre passée avec SEBASTIEN REMY, sise 4, boulevard du Temple, Chez Madame Perrier D'Ascoli 75011 PARIS, relative à :

- Frais de repas par journée : 15 € TTC (Quinze euros Toutes Taxes Comprises)
- Frais de Réalisation : 1500 € TTC (Mille cinq cent euros Toutes Taxes Comprises)

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 26 septembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 18 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 02/11/2017 N° DM17_152
Reçu en préfecture le 02/11/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20170928-DM17_152-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

CONTRAT CONCLU APRES MISE EN CONCURRENCE PRESTATIONS DE SERVICES POUR UNE ASSISTANCE CONSEIL BUDGETAIRE - APPROBATION DU CONTRAT SIGNE AVEC LA SOCIETE KALYPS.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2212-22 et L.2122-23,

Vu la délibération n°2017/06-01 du Conseil Municipal en date du 22 juin 2017 concernant la délégation de pouvoirs au Maire en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-880 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Monsieur Dref Mendaci, 5ème adjoint au Maire,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 28
Considérant la nécessité de conclure un contrat pour les prestations de services pour une assistance conseil budgétaire,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat avec la société Kalyps, sise 4 rue Cadet de Vaux à Franconville (95130)

Article 2 : Que le montant de cette prestation est compris entre un montant minimum de 3 150 euros H.T. et un montant maximum de 12 600 euros H.T.

Article 3 : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société Kalyps.

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

Article 5 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny
M. le Trésorier Principale de Noisy-le-Sec
Au service Marchés publics
Au service Finances

Fait à Noisy-le-Sec, le 28 SEP. 2017

P°/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE,
L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative
Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble »

Dref MENDACI



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 03/11/2017
Reçu en préfecture le 03/11/2017
Affiché le
ID : 093-219300530-20171024-DM17_153-CC

N° DM 17/153

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

ORGANISATION DES SEJOURS DE VACANCES 2017 A DESTINATION DES ENFANTS DE 4 A 12 ANS

**Lot 3 : séjours été 4/6 ans gestion hôtelière
Activités de plein air, environnement marin,
Découverte faune et flore, baignade, pêche**

Approbation de l'avenant n°1 au contrat signé avec l'association Pep Découvertes

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Marie-Rose Harenger, 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 139,

Vu le marché public n° 2017/4608-lot n°3 relatif aux séjours été 4/6 ans gestion hôtelière, Activités de plein air, environnement marin, Découverte faune et flore, baignade, pêche passé avec l'association Pep Découvertes

Considérant la nécessité d'annuler le séjour à Port Bail du 21 au 27 Août 2017 dans le cadre du lot n°3 pour cause d'insuffisance du taux de remplissage,

DECIDE

Article 1 : De signer l'avenant n°1 au contrat conclu avec l'association Pep Découvertes sise 5/7 rue Georges Enesco, Créteil Cedex (94026).

Article 2 : Que le bon de commande n° 2017002149 relatif au séjour à Port Bail d'un montant de 9 842 euros HT, en date du 20 avril 2017, est résilié. Une indemnisation égale à 5% du montant HT du bon de commande, soit 492,10 euros net est accordée au titulaire.

Article 3 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, à la Direction Enfance, Enseignement, Entretien, au service des Marchés Publics et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.



Noisy-le-Sec, le 24/10/2017

P°/Monsieur le Maire,
Et par délégation,

Mme Marie-Rose HARENGER

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 06/11/2017
Reçu en préfecture le 06/11/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171106-DM17_154-CC

N° DM17-154

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4627

Relance- Prestations de service de médecine professionnelle et préventive pour le personnel de la ville de Noisy-le-Sec et de ses établissements satellites

Approbation du contrat avec l'association AMET

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Marie-Rose Harenger, 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Considérant la nécessité d'effectuer des prestations de service de médecine professionnelle et préventive pour le personnel de la ville de Noisy-le-Sec et de ses établissements public satellites suite à une mise en concurrence,

Considérant la nécessité d'une remise en concurrence suite à l'infructuosité de la procédure initiale,

DECIDE

Article 1: De signer le contrat avec Amet, sise 13 Rue Joseph et Etienne Montgolfier à Rosny-sous-Bois (93110)

Article 2: Que les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées du prix annuel de 105 € HT par agent pour un montant maximum de 140 000 € H.T. pour la durée de l'accord-cadre,

Article 3: Que l'accord-cadre prendra effet à compter de sa notification à l'association Amet pour une durée initiale de 1 an, non reconductible.

Article 4 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.



Noisy-le-Sec, le 6/11/2017

P/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjointe au Maire chargée de la
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 14/11/2017 N° 17-157
Reçu en préfecture le 14/11/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171109-DM17_157-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DU CONTRAT DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSE ENTRE L'UNION NATIONALE DES JEUNESSES MUSICALES DE FRANCE ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC (CARAVELLE)

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil Municipal,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de contrat présentée par l'Union Nationale des Jeunesses Musicales de France pour deux représentations du spectacle intitulé " **Caravelle** " qui auront lieu le **30 janvier 2018 à 10h30 et 14h30** au Conservatoire Nadia & Lili Boulanger – 41 rue Saint Denis à Noisy-le-Sec (93130) dans le cadre du « Cercle à musique »

D E C I D E

Article 1 : Approuve le contrat de cession du droit d'exploitation passé avec L'Union Nationale des Jeunesses Musicales de France (JMF) – 20 rue Geoffroy L'Asnier - 75004 Paris pour un montant de **2.780 euros** net de TVA (deux mille sept cent quatre-vingts euros)

Article 2 : Précise que ce contrat est passé pour la journée du 30 janvier 2018 et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 9 novembre 2017

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine


Jean THARY

Envoyé en préfecture le 14/11/2017

Reçu en préfecture le 14/11/2017

Affiché le

The logo for SLO (Service Local d'Orientation) is displayed, featuring the letters 'SLO' in a stylized, blue, italicized font.

ID : 093-219300530-20171109-DM17_157-CC

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 14/11/2017 N° 17-158
Reçu en préfecture le 14/11/2017
Affiché le
ID : 093-219300530-20171109-DM17_158-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DU CONTRAT DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSE ENTRE L'UNION NATIONALE DES JEUNESSES MUSICALES DE FRANCE ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC (1 AIR 2 VIOLONS)

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil Municipal,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de contrat présentée par l'Union Nationale des Jeunes Musicales de France pour deux représentations du spectacle intitulé " **1 AIR 2 VIOLONS** " qui auront lieu le **18 MAI 2018 à 10h30 et 14h30** au Conservatoire Nadia & Lili Boulanger – 41 rue Saint Denis à Noisy-le-Sec (93130) dans le cadre du « Cercle à musique »

D E C I D E

Article 1 : Approuve le contrat de cession du droit d'exploitation passé avec L'Union Nationale des Jeunes Musicales de France (JMF) – 20 rue Geoffroy L'Asnier - 75004 Paris pour un montant de **2.130 euros net** de TVA (deux mille cent trente euros euros)

Article 2 : Précise que ce contrat est passé pour la journée du 18 mai 2018 et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 9 novembre 2017

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

Envoyé en préfecture le 14/11/2017

Reçu en préfecture le 14/11/2017

Affiché le

The logo for SLO (Service Local d'Orientation) is displayed, featuring the letters 'SLO' in a stylized blue font with a small graphic element to the right.

ID : 093-219300530-20171109-DM17_158-CC

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 16/11/2017 N° 17-159
Reçu en préfecture le 16/11/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171027-DM17_159-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de présentation d'œuvre passée entre Jennifer DOUZENEL et la ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (exposition : « une maison de pierre dans une métropole utilisant tout type d'éclairage habitée par ceux qui invitent les autres »).

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de s'engager et mettre en espace une œuvre intitulée :

- **Songkol, 2014,**
Vidéo couleur, silencieuse, 1'08".

L'œuvre devra être installée pour le 22 septembre 2017, dernier délai.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de présentation d'œuvre passée avec Jennifer DOUZENEL, domiciliée 14, rue des Francs-Tireurs – 93120 La Courneuve, relative à :

- Droit de présentation d'œuvre : 150 € TTC (Cent cinquante euros Toutes Taxes Comprises).

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 26 septembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 27 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 16/11/2017 N° 17_160

Reçu en préfecture le 16/11/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171026-DM17_160-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de présentation d'œuvre passée entre Laura PORTER et Valentin LEWANDOWSKI et la ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (exposition : « une maison de pierre dans une métropole utilisant tout type d'éclairage habitée par ceux qui invitent les autres »).

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de s'engager à diffuser une œuvre intitulée :

**- Judgment of Crop/Penny Perspective, 2016-2017,
9'40 HD
Courtesy des artistes et Galerie Escougnou-Cetraro**

L'œuvre devra être installée pour le 16 décembre 2017, dernier délai.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de présentation d'œuvre passée avec Laura PORTER et Valentin LEWANDOWSKI, domiciliés sise, 6, rue Garreau – 75018 Paris, relative à :

- Cession de droits d'auteur : 150 € TTC (Cent cinquante euros Toutes Taxes Comprises).

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 15 octobre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 26 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

N° 17-161
 Envoyé en préfecture le 16/11/2017
 Reçu en préfecture le 17/11/2017
 Affiché le
 ID : 093-219300530-20171031-DM17_161-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
 (art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Janine HALKA et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain dans le cadre du projet « La Presse »

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, la proposition de l'auteur d'écrire un texte pour l'édition « Sriptings#49 » et sa présentation orale, dans le cadre du projet artistique « La Presse » de l'artiste Achim Lengerer.

Considérant que l'écriture du texte et sa présentation orale devra être réalisée pour l'atelier les 28 et 29 septembre 2017.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Janine HALKA, demeurant sise, Buschallee 109, 13088 Berlin, relative à :

- Droits d'auteur 300€ TTC (Trois cent euros Toutes Taxes Comprises)

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 25 septembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322, nature 6228.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 31 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
 et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
 chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 16/11/2017

Reçu en préfecture le 17/11/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171031-DM17_162-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la Convention de production d'œuvre passée entre Hélène DELEAN et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Convention Culture et Société)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, dans le cadre du projet développé, dans le cadre de la convention « Culture et Société avec le Département de la Seine-Saint-Denis, la proposition de l'artiste de créer une œuvre sonore collective diffusée sur le site de La Galerie,

Considérant que l'œuvre devra être réalisée avant le 25 octobre 2017.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de production d'œuvre passée avec Hélène Déléan, sise 37 rue Labat, 75018 Paris, relative à :

- Honoraires artistiques : 1400 € TTC (Mille quatre cent euros Toutes Taxes Comprises).

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 25 octobre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 31 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



(Signature)

Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

N° 17-163
 Envoyé en préfecture le 16/11/2017
 Reçu en préfecture le 17/11/2017
 Affiché le 
 ID : 093-219300530-20171031-DM17_163-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
 (art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de l'avenant à la convention d'accueil en résidence d'artiste-auteur dans le cadre de la résidence d'artiste étranger passée entre Achim LENGERER et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (exposition : « Tes mains dans mes chaussures »).

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, la proposition de l'artiste de concevoir, réaliser et mettre en espace des œuvres produites pour l'exposition « Tes mains dans mes chaussures, dans le cadre de sa résidence d'Artiste du 5 avril au 30 juillet 2017, pour une étape de travail, les 28 et 29 septembre 2017 à la Galerie, Centre d'Art Contemporain de Noisy-le-Sec.

DECIDE

Article 1 : Approuve l'avenant à la convention d'accueil en résidence d'Artiste passée avec Achim LENGERER, demeurant, Kameruner Str, 13351 à Berlin, relative à :

- Frais d'hébergement et de déplacement : 850 € TTC (Huit cent cinquante euros Toutes Taxes Comprises)

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 25 septembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 31 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
 et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
 chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 21/11/2017 N° DH-165
Reçu en préfecture le 21/11/2017
Affiché le SLOV
ID : 093-219300530-20171121-DM17_165-AU

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Direction des Equipements et du Cadre de vie
Centre Technique Municipal / Garage
CF/FM/AE/2017-03

ACHAT D'UN VEHICULE PEUGEOT 208

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à monsieur le maire en vertu de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n°14-878 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction à monsieur HAMRANI 3^{ème} adjoint au maire, et notamment son article 3,

Vu le code des marchés publics, et notamment son article 28 III,

DÉCIDE

Article 1 : D'acheter le véhicule PEUGEOT 208 à la société SCA BOTZARIS sis 97 avenue Gallieni 93140 Bondy,

Article 2: Que le montant du véhicule est de 14897,80 € HT, soit 17877,36 € TTC ,

Article 3: Que le véhicule sera livré à réception du bon de commande,

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 5 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :
monsieur le préfet de Bobigny, monsieur le comptable public de Rosny-Sous-Bois, au centre technique municipal et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 21 NOV. 2017
P°/ monsieur le maire, Laurent
RIVOIRE, le 3^{ème} adjoint au maire

Karim HAMRANI



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 21/11/2017
Reçu en préfecture le 21/11/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171121-DM17_166-AU

N° **DM-166**

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Direction des Equipements et du Cadre de vie
Centre Technique Municipal / Garage
CF/FM/AE/2017-04

ACHAT DE QUATRE VEHICULES RENAULT ZOE

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à monsieur le maire en vertu de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n°14-878 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction à monsieur HAMRANI 3^{ème} adjoint au maire, et notamment son article 3,

Vu le code des marchés publics, et notamment son article 28 III,

DECIDE

Article 1 : D'acheter quatre véhicules RENAULT ZOE à l'EPIC AGT CPT DE L'UGAP sis 1 boulevard Archimède 77444 MARNE LA VALLEE CEDEX 2,

Article 2: Que le montant des quatre véhicules est de 71638,88 € HT, soit 85966,66 € TTC ,

Article 3: Que les véhicules seront livrés à réception du bon de commande,

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 5 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

Monsieur le préfet de Bobigny, Monsieur le comptable public de Rosny-Sous-Bois, au centre technique municipal et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le **21 NOV. 2017**
P°/ monsieur le maire, Laurent
RIVOIRE 3^{ème} adjoint au maire

Karim HAMRANI



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 22/11/2017 N° **DM17_167**
Reçu en préfecture le 22/11/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171122-DM17_167-AR

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SUR UN BÂTIMENT A USAGE D'HABITATION SIS AU 39, RUE SAINT-DENIS A NOISY-LE-SEC

Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.210-1 et suivants, L.211-2, L.213-1 et suivants, L.300-1, R.213-1 et suivants, R.213-14 et R.213-15,

Vu l'arrêté n° 2017-662 portant délégation à Monsieur Jean-Charles NEGRE, 2^{ème} vice-président,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Noisy-le-Sec approuvé par la délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2012,

Vu la décision n° D2017-589 de l'établissement public territorial Est Ensemble, en date du 15 novembre 2017, portant délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Ville de Noisy-le-Sec dans le cadre de l'aliénation d'un bien sis 39 rue Saint-Denis à Noisy-le-Sec, parcelle cadastrée V 260,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°01.03 en date du 13 décembre 2001, reçue en Préfecture le 20 décembre 2001, instituant le droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Noisy-le-Sec, modifiée par une délibération du Conseil Municipal en date du 28 février 2008 reçue en préfecture le 6 mars 2008, puis par une délibération en date du 23 mai 2013 reçue en préfecture le 3 juin 2013,

Vu la délibération du Conseil Municipal, n° 2011/12-05, en date du 15 décembre 2011, reçue en préfecture le 23 décembre 2011, relative à l'instauration d'un périmètre d'étude au sein de l'îlot « Bouquet-Bergeries »,

Vu la délibération du Conseil Municipal, n° 2014/14-04.01, en date du 14 avril 2014, reçue en Préfecture le 17 avril 2014, donnant délégation au Maire d'exercer au nom de la Ville le Droit de Préemption Urbain,

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner n° 2017-351, réceptionnée en Mairie de Noisy-le-Sec le 19 septembre 2017, le cadre du droit de préemption urbain renforcé, concernant la cession d'un ensemble bâti composé d'un bâtiment en L divisé en deux maisons mitoyennes, d'une surface utile ou habitable de 100 m² (231 m² d'après le calcul du service des Domaines), sis 39 rue Saint-Denis, implanté sur la parcelle cadastrée V n°260, appartenant aux consorts Monsieur GAUTIER Jean-Luc, Madame GAUTIER Martine, Monsieur BOULEGUE Jean-Marc, au prix de 480.000 € (Quatre cent quatre-vingt milles euros), dont 20.000 € (vingt mille euros) de commission à la charge du vendeur,

Vu la délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Ville de Noisy-le-Sec dans le cadre de l'aliénation d'un bien sis 39, rue Saint-Denis à Noisy-le-Sec,

✓

Vu la demande de visite notifiée au propriétaire et à son mandataire le 20 octobre 2017 conformément à l'article L. 213-2 et D. 213-13-1 et suivants du code de l'urbanisme,

Vu le courrier d'acceptation de la visite, suite à la demande de la mairie de Noisy-le-Sec, en date du 24 octobre 2017 ;

Vu la visite du bien en présence de Monsieur GAUTIER, propriétaire, Madame GAUTIER, propriétaire, Madame ESCRIBANO, France Domaine, Madame ANTOINE, Ville de Noisy-le-Sec, Monsieur BERNIS, Ville de Noisy-le-Sec et Monsieur HAMACHE, Agence immobilière Guy Hoquet, en date du 25 octobre 2017,

Vu le rapport contradictoire établi à la suite de la visite effectuée le 25 octobre 2017, portant ainsi le délai d'instruction de la déclaration d'intention d'aliéner au 25 novembre 2017,

Vu l'avis France Domaine en date du 26 octobre 2017,

Considérant la volonté de la Ville dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme, et notamment de son Projet d'Aménagement et de Développement Durable de renouveler les tissus mixtes d'habitat et d'activités des secteurs plus particulièrement accessibles par les transports en commun, et de favoriser la réalisation de programmes de logements de qualité, intégrés à l'environnement urbain du quartier,

Considérant la situation stratégique de ce bien, situé sur un îlot bâti délimité par les rues des Bergeries, du 19 mars 1962 et Saint-Denis, au sein du quartier Centre Ville Mairie et à proximité de la gare RER, du nouveau conservatoire et de l'axe commercial majeur de la commune,

Considérant la volonté de la Ville de reconstituer une centralité urbaine cohérente et de qualité au sein de ce secteur,

Considérant l'opportunité pour la Ville de mener une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme dont la mise en œuvre nécessite de disposer d'une emprise cohérente,

Considérant les études réalisées sur ce périmètre, préalables à la réhabilitation du secteur « Bouquet-Bergeries », en lien avec les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, et notamment, l'objectif de participer à l'effort de construction de logements sur le territoire,

Considérant qu'une première impulsion de requalification du secteur a été donnée avec le réaménagement de la rue du 19 mars 1962 à l'été 2017, ainsi qu'avec la construction et l'inauguration en septembre 2017 d'un nouveau conservatoire qui jouxte le 39 rue Saint-Denis,

Considérant qu'une opération d'aménagement sur le 39 rue Saint-Denis permettrait de prolonger les efforts de requalification et de redynamisation urbaine déjà opérés sur ce secteur,

Considérant en conséquence qu'il est aujourd'hui nécessaire pour la Ville d'exercer son Droit de Prémption Urbain à l'occasion de la présente aliénation,

DECIDE

Article 1

D'acquérir, par exercice du droit de préemption urbain, au nom de la Ville, un bien sis 39 rue Saint-Denis, à Noisy-le-Sec, situé sur la parcelle cadastrée section V n° 260, composé d'un bâtiment en L réparti en deux maisons de ville, au prix fixé dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit un montant de 480.000 € (quatre cent quatre-vingt mille euros) dont une commission à la charge du vendeur d'un montant de 20.000 € (vingt mille euros), en vue de réaliser les objectifs susvisés.



Article 2

Les dépenses liées à cette acquisition seront prévues au budget de la Commune.

Article 3

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Article 4

La présente décision sera soumise aux procédures de contrôle de légalité, d'affichage en Mairie, et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Commune.

Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, 1 esplanade Jean Moulin, 93007 Bobigny,
- Monsieur le Président de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble, 100 Avenue Gaston Roussel, 92320 Romainville
- Les propriétaires du bien, Monsieur GAUTIER Jean-Luc, 3 Chemin des Carreaux à Bonnetin, 77980 Coutevroult ; Madame GAUTIER Martine, 21 rue des Bergeries, 93130 Noisy-le-Sec ; Monsieur BOULEGUE Jean-Marc, 39 rue Saint-Denis, 93130 Noisy-le-Sec
- Etude Dubreuil, Creneau-Jaubaud, Latour, Nonni-Pedro, Cheneau, 10 rue Carnot – 93136 Noisy-le-Sec Cedex
- Agence Immobilière GUY HOQUET Noisy-le-Sec, 103 rue Jean Jaurès, 93130 Noisy-le-Sec,
- L'acquéreur du bien, Monsieur HENON André, 29 rue Moissan, 93130 Noisy-le-Sec.

Fait à Noisy-le-Sec, le 22 NOV. 2017

Le Maire de Noisy-le-Sec
Vice-président de la Métropole du Grand Paris

Laurent RIVOIRE



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 24/11/2017 N° 17-168
Reçu en préfecture le 24/11/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171110-DM17_168-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Justin E.H SMITH et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain dans le cadre du lancement de l'édition monographique en ligne de l'artiste Emmanuelle Lainé

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, dans le cadre du lancement de l'édition monographique en ligne dédiée au travail de l'artiste Emmanuelle Lainé intitulé « Contagious Spaces » (<https://contagiousspaces.world/>) La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, commande à l'auteur Justin E.H. Smith un texte publié sur ce site et sa présentation orale.

Considérant, que l'écriture du texte et sa présentation orale devront être réalisées pour le 15 novembre 2017 sur le site <https://contagiousspaces.world/>.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Justin E.H SMITH, demeurant sis, 108, avenue Simon Bolivar 75019 Paris relative à :

- Droits d'auteur 500€ TTC (Trois cent euros toutes taxes comprises)
- Frais de déplacement d'une somme forfaitaire de 200 € TTC (Deux cent euros toute taxe comprises)

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 20 octobre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322, nature 6228.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 10 novembre 2017

Po le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 27/11/2017 N° 17-169
Reçu en préfecture le 27/11/2017
Affiché le
ID : 093-219300530-20171106-DM17_169-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de présentation d'œuvre passée entre Jimena MENDOZA et la ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (exposition : « une maison de pierre dans une métropole utilisant tout type d'éclairage habitée par ceux qui invitent les autres »).

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2143-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de s'engager de diffuser une œuvre intitulée :

- **Lump, 2016,**
Céramique,
20 x 20 x 35 cm

L'œuvre devra être installée pour le 22 septembre 2017, dernier délai.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de présentation d'œuvre passée avec, *Jimena MENDOZA* domiciliée Uhrineveska 74, 100 00, Praha 10 République Tchèque relative à :

- Droit de représentation et de reproduction d'œuvre : 150 € TTC (Cent cinquante euros Toutes Taxes Comprises).

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 25 octobre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 6 novembre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 30/11/2017 N° 17 171
Reçu en préfecture le 30/11/2017
Affiché le
ID : 093-219300530-20171120-DM17_171-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de l'avenant à la convention de cession de droits d'auteur passée entre Sébastien PLUOT et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « A House Of Stone »)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, que La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, commande à l'auteur, Sébastien PLUOT d'écrire un texte dans le cadre de l'exposition « A House Of Stone » présentée du 23 septembre au 16 décembre 2017.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Sébastien PLUOT, demeurant sis, 6, rue Charles François Dupuis, 75003 Paris, relative à :

- Droits d'auteur 540 Euros TTC (Cinq cent quarante euros Toutes Taxes Comprises) ;

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 5 octobre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322, nature 6228.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 20 novembre 2017

Pro le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 30/11/2017 N° 17-172
Reçu en préfecture le 30/11/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171120-DM17_172V-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de production d'œuvres passée entre Jean Charles de QUILLACQ et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain, dans le cadre de l'exposition en duo « La langue de ma bouche (titre en cours) »

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de concevoir dans le cadre de l'exposition en duo « La langue de ma bouche (titre en cours) », à réaliser et à mettre en espace les œuvres correspondant aux caractéristiques suivantes :

Un ensemble d'œuvres présentées et produites pour l'exposition, en accord avec la Direction de La Galerie, centre d'art contemporain et Hedwig Houben, deuxième artiste invitée de l'exposition duo.

Considérant que les œuvres devront être installées pour le 19 janvier 2018 dernier délai.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de production d'œuvres passée avec Jean Charles de QUILLACQ, demeurant sis, La Villa, 87130 Sussac, relative à :

- Frais de réalisation plafonné à 3 500€ TTC (Trois mille cinq cent euros Toutes Taxes Comprises).
- Honoraires artistiques : 1 000 € TTC (Mille euros Toutes Taxes Comprises).
- Frais de déplacement et d'hébergement d'un montant maximum de 500 € TTC (Cinq cent euros Toutes Taxes Comprises).
- Droits de représentation et de reproduction de son œuvre pour un montant de 500 € TTC (Cinq cent euros).

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 15 novembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 20 novembre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY